

DROITS DES ENFANTS ROMS : LES POUVOIRS PUBLICS FRANÇAIS FONT FI DE LEUR CONDAMNATION

Paris, le 13 avril 2017

Ce jeudi 13 avril, dix associations et syndicats mettent en ligne les vidéos du tribunal d'opinion pour les droits des enfants roms qui s'est déroulé le 27 juin 2015 à Saint-Denis (93).

La question posée par ce procès était celle des responsabilités des pouvoirs publics dans les violations de leurs droits que subissent au quotidien les enfants de familles originaires d'Europe de l'Est qui vivent en squats, en bidonvilles ou à la rue en France. C'est un véritable procès pénal qui s'est tenu, avec une présidente, des juges, un acte de mise en accusation, la parole donnée à la défense, des auditions de victimes, de témoins et d'experts.

Le 1^{er} juillet 2016, le tribunal a rendu son verdict définitif et a prononcé la condamnation de l'Etat et des collectivités territoriales **pour avoir manqué à leurs obligations relatives au droit à la vie familiale sous un toit, au droit à l'éducation, au droit à la santé et à la protection sociale ainsi qu'au droit à l'accès aux dispositifs de protection de l'enfance en danger des enfants Roms. Le tribunal enjoignait l'Etat et les collectivités locales d'œuvrer pour mettre fin aux défaillances, discriminations et dénis de droits constatés.**

Près d'un an après leur condamnation, l'Etat et les collectivités sont restés sourds aux injonctions qui leur avaient été faites, et les violations des droits des enfants continuent plus que jamais. La semaine dernière à Grigny (91), Lagny-sur-Marne (77), Antibes (06) et Champlan (91), ce sont **plus de 500 personnes, dont près d'un tiers d'enfants, qui ont été expulsées de leur bidonville ou squat sans solution de relogement pérenne.**

Le nouveau site internet <http://unprocespourlesdroitsdesenfantsroms.com> se veut un espace qui rassemble des témoignages et des dénonciations, mais aussi un outil pour éduquer, comprendre et apprendre, **afin que cesse l'indifférence concernant la situation des enfants roms en France.**

Contacts presse :

CNDH Romeurope
Manon Fillonneau
06 68 43 15 15

COLLECTIF
NATIONAL DROITS DE L'HOMME
ROMEUROPE

gisti, groupe
d'information
et de soutien
des immigrés

Syndicat
de la **Magistrature**

Gisti
Violaine Carrère
01 43 14 84 88
06 74 34 03 85

Association de Solidarité en Essonne
avec les
Familles
Roumaines
& Roms

Association de Solidarité
en Essonne
avec les Familles Roumaines, Roms
Réseau Romeurope

DEFENSA DE NIÑAS Y NIÑOS INTERNACIONAL DNI
DEFENSE DES ENFANTS INTERNATIONAL DEI
DEFENCE FOR CHILDREN INTERNATIONAL DCI
the worldwide movement for children's rights

DEI-France

Ligue
des **droits de**
l'Homme
FONDÉE EN 1890



intermédés
robinson
partager • susciter • transformer



U
FSU



aSet93

mrap

UJFP
UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX
الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
ההתאחדות היהודית הצרפתית למען השלום

SNUipp - FSU